

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

24 septembre 2003

SESSION EXTRAORDINAIRE 2003

PROPOSITION DE LOI

**modifiant l'article 1^{er} de la loi
du 22 mars 1995 instaurant
des médiateurs fédéraux**

(déposée par M. Olivier Chastel)

RÉSUMÉ

Afin de promouvoir le recours aux médiateurs fédéraux, l'auteur propose que tout document émanant d'une autorité administrative fédérale, par lequel elle notifie à un administré une décision ou un acte administratif à portée individuelle, mentionne l'existence et les coordonnées du Collège des médiateurs fédéraux. Cette mention comprendra aussi le texte de l'article 13, alinéa 3, de la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux qui dispose que les réclamations auprès des médiateurs ne suspendent ni n'interrompent les délais de recours juridictionnels ou administratifs.

**BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

24 september 2003

BUITENGEWONE ZITTING 2003

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van artikel 1 van de wet
van 22 maart 1995 tot instelling
van federale ombudsmannen**

(ingedien door de heer Olivier Chastel)

SAMENVATTING

Om de burgers aan te moedigen gebruik te maken van de diensten van de federale ombudsmannen stelt de indiener voor dat elk document uitgaande van een federale administratieve overheid en waarmee zij een beslissing of een administratieve handeling met individuele strekking ter kennis brengt van een bestuurde, gewag zou maken van het bestaan van het College van federale ombudsmannen en daarbij de personalia van de leden van die instelling vermeldt. Tevens zou daarin uitdrukkelijk moeten worden verwezen naar artikel 13, derde lid, van de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen, dat bepaalt dat de bij de ombudsman ingediende klachten de termijnen voor het instellen van beroep bij de rechtbank of van georganiseerde administratieve beroepen schorsen noch stuiten.

<i>cdH</i>	:	Centre démocrate Humaniste
<i>CD&V</i>	:	Christen-Democratisch en Vlaams
<i>ECOLO</i>	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
<i>FN</i>	:	Front National
<i>MR</i>	:	Mouvement Réformateur
<i>N-VA</i>	:	Nieuw - Vlaamse Alliantie
<i>PS</i>	:	Parti socialiste
<i>SP.a - SPIRIT</i>	:	Socialistische Partij Anders - Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht.
<i>VLAAMS BLOK</i>	:	Vlaams Blok
<i>VLD</i>	:	Vlaamse Liberalen en Democraten

Afkringen bij de nummering van de publicaties :

DOC 50 0000/000 : Parlementair document van de 50e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA : Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV : Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (op wit papier, bevat ook de bijlagen)
CRIV : Voorlopige versie van het Integraal Verslag (op groen papier)
CRABV : Beknopt Verslag (op blauw papier)
PLEN : Plenum (witte kaft)
COM : Commissievergadering (beige kaft)

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 50 0000/000 : Document parlementaire de la 50e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif
QRVA : Questions et Réponses écrites
CRIV : Compte Rendu Intégral, avec à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (sur papier blanc, avec les annexes)
CRIV : Version Provisoire du Compte Rendu intégral (sur papier vert)
CRABV : Compte Rendu Analytique (sur papier bleu)
PLEN : Séance plénière (couverture blanche)
COM : Réunion de commission (couverture beige)

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers Publications officielles éditées par la Chambre des représentants
Bestellingen :
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : publicaties@deKamer.be

Commandes :
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail : publications@laChambre.be

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de loi reprend le texte de la proposition de loi DOC 50 0688/001.

L'idée ayant mené à l'adoption de la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux était clairement de répondre aux attentes des citoyens en matière de bon fonctionnement de l'administration et de prise en compte, par le pouvoir politique, de leurs plaintes à cet égard. En effet, au lendemain des élections législatives de 1991, il s'imposait d'améliorer les rapports entre l'administration et l'administré et, de manière plus large, de réconcilier les pouvoirs publics et le citoyen.

En somme, il s'agissait de rétablir la confiance de ce dernier dans les actes de l'autorité publique. M. G. De Kerchove évoque bien cet état d'esprit que l'on retrouve, traduit en mesures, dans la charte de l'utilisateur des services publics :

«La préoccupation de réconcilier le citoyen et les services publics n'est ni récente, ni propre à la Belgique. Elle traduit, d'une part, le soupçon qui pèse sur nos systèmes politiques et, d'autre part, la déception des citoyens devant l'aptitude, ressentie comme insuffisante, des pouvoirs publics à satisfaire leurs aspirations multiples, et souvent contradictoires. À une administration trop tatillonne, bureaucratique – engoncée dans un formalisme pesant – protégée par le secret, le souci d'une gestion ‘prudente et raisonnable’ soumise à l'exigence de proportionnalité et à un contrôle juridictionnel de moins en moins marginal, nous – administrés, usagers, citoyens – entendons substituer des services publics à l'écoute de nos besoins, efficaces, performants, préférant l'équité à l'égalité, conviviaux, ouverts au débat, accessibles, lisibles, transparents, argumentés, etc. » (G. DE KERCHOVE, « Le médiateur et la gestion administrative »).

Dans cette optique, les médiateurs ont été érigés en autorité parlementaire indépendante chargée d'examiner, par la voie du dialogue et de la conciliation, les plaintes que lui adressent les citoyens éprouvant des difficultés à obtenir un comportement déterminé de la part des services gouvernementaux et administratifs. Les médiateurs apparaissent donc comme étant des interlocuteurs, pourrait-on dire privilégiés, entre l'administration et le citoyen confronté à une décision qu'il estime injuste.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van wetsvoorstel DOC 50 0688/001.

De wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen was duidelijk bedoeld om te beantwoorden aan de verwachtingen van de burgers voor wie het van belang is dat de administratie goed werkt en dat de politieke gezagsdragers rekening houden met hun klachten dienaangaande. Meteen na de parlementsverkiezingen van 1991 bleek immers de noodzaak om de betrekkingen tussen de besturen en de bestuurden te verbeteren en in ruimere zin de overheid en de burger met elkaar te verzoenen.

Eigenlijk kwam het er op aan het vertrouwen van de burger in de handelingen van de openbare overheid te herstellen. Die bezorgdheid, welke het handvest van de gebruiker van de openbare dienstverlening in maatregelen vertolkt, wordt door de heer G. De Kerchove correct omschreven als volgt:

«La préoccupation de réconcilier le citoyen et les services publics n'est ni récente, ni propre à la Belgique. Elle traduit, d'une part, le soupçon qui pèse sur nos systèmes politiques et, d'autre part, la déception des citoyens devant l'aptitude, ressentie comme insuffisante, des pouvoirs publics à satisfaire leurs aspirations multiples, et souvent contradictoires. A une administration trop tatillonne, bureaucratique – engoncée dans un formalisme pesant – protégée par le secret, le souci d'une gestion ‘prudente et raisonnable’ soumise à l'exigence de proportionnalité et à un contrôle juridictionnel de moins en moins marginal, nous – administrés, usagers, citoyens – entendons substituer des services publics à l'écoute de nos besoins, efficaces, performants, préférant l'équité à l'égalité, conviviaux, ouverts au débat, accessibles, lisibles, transparents, argumentés, etc. » (G. DE KERCHOVE, « Le médiateur et la gestion administrative »).

Tegen die achtergrond werden de ombudsmannen verheven tot een zelfstandig parlementair orgaan, dat ermee belast is om, via dialoog en verzoening, de klachten te onderzoeken die eraan worden gericht door burgers die het moeilijk hebben om van de gouvernementele en administratieve diensten een bepaalde aanpak van hun zaak te verkrijgen. De ombudsman treden dus op als «bevoorrechte» onderhandelaars tussen de administratie en de burger die tegenover een beslissing komt te staan die hij onbillijk acht.

La présente proposition de loi tend à rendre encore plus effective cette volonté de changement et de transparence en obligeant les autorités administratives fédérales à indiquer sur tout document, par lequel elles notifient à un administré une décision ou un acte administratif à portée individuelle, l'existence et les coordonnées du Collège des médiateurs fédéraux. Dans la mesure où toute personne concernée doit pouvoir accéder à ses services et ce, de manière aussi informelle que possible, il est indispensable que soient mentionnés l'adresse et le numéro de téléphone du Collège des médiateurs fédéraux.

En effet, il apparaît au regard du texte même de l'article 8 de la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux qu'une lettre, un entretien ou une communication téléphonique suffit pour saisir le Collège. L'introduction d'une réclamation auprès d'un médiateur ne suspendant, ni n'interrompant les délais de recours juridictionnels ou administratifs, il est également indispensable que figure sur le document le texte de l'article 13, alinéa 3, de la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux.

Il est à noter que, déjà en 1997, le Conseil régional wallon avait adopté un décret prévoyant une obligation de ce type à l'égard des autorités administratives de la Région wallonne. (*Moniteur belge* du 1^{er} juillet 1997, p. 17517).

Olivier CHASTEL (MR)

Dit wetsvoorstel heeft tot doel die wil tot verandering en transparantie nog effectiever te maken door de federale administratieve overheden te verplichten om op elk document waarmee zij een beslissing of een administratieve handeling met individuele strekking ter kennis brengen van een bestuurde het bestaan en de personalia van het College van federale ombudsmanen te vermelden. Aangezien iedere belanghebbende zich zo informeel mogelijk tot die diensten moet kunnen wenden, is het volstrekt noodzakelijk het adres en het telefoonnummer van dat College aan te duiden.

Uit de tekst zelf van artikel 8 van de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmanen blijkt immers dat men, als men zich tot het College wil wenden, kan volstaan met een brief, een onderhoud of een telefoongesprek. Doordat de indiening van een klacht bij de ombudsman de termijnen voor het instellen van beroepen bij de rechtsbank of van georganiseerde administratieve beroepen schorst noch stuit, is het ook volstrekt noodzakelijk dat het document in kwestie de tekst van artikel 13, derde lid, van de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmanen zou bevatten.

Tevens zij er op gewezen dat het Waalse parlement reeds in 1997 een decreet heeft aangenomen dat ten aanzien van het Waals Gewest in een dergelijke verplichting voorziet (*Belgisch Staatsblad* van 1 juli 1997, blz. 17517).

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

L'article 1^{er} de la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux est complété par les alinéas suivants :

«Le document visé à l'article 2, 4°, de la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration et à l'article 19, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, mentionne l'existence et les coordonnées du Collège des médiateurs fédéraux.

Le document mentionne également l'article 13, alinéa 3, de la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux.».

8 septembre 2003

Olivier CHASTEL (MR)

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art.2

Artikel 1 van de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen wordt aangevuld met de volgende leden :

«Het document als bedoeld in artikel 2, 4°, van de wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur en in artikel 19, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, vermeldt het bestaan en de personalia van het College van federale ombudsmannen.

Het document vermeldt tevens artikel 13, derde lid, van de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen.».

8 september 2003

TEXTE DE BASE**TEXTE DE BASE ADAPTÉ À LA PROPOSITION****Loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux**Article 1^{er}

Il y a deux médiateurs fédéraux, l'un francophone, l'autre néerlandophone, qui ont pour mission:

1° d'examiner les réclamations relatives au fonctionnement des autorités administratives fédérales;

2° de mener, à la demande de la Chambre des représentants, toute investigation sur le fonctionnement des services administratifs fédéraux qu'elle désigne;

3° en se basant sur les constatations faites à l'occasion de l'exécution des missions visées aux 1° et 2°, de formuler des recommandations et de faire rapport sur le fonctionnement des autorités administratives, conformément aux articles 14, alinéa 3, et 15, alinéa 1^{er}.

Les médiateurs exécutent leurs missions à l'égard des autorités administratives fédérales visées à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'État, à l'exclusion des autorités administratives dotées de leur propre médiateur par une disposition légale particulière.

Lorsque la fonction de médiateur est assumée par une femme, celle-ci est désignée par le terme médatrice.

Les médiateurs agissent en collège.

Loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédérauxArticle 1^{er}

Il y a deux médiateurs fédéraux, l'un francophone, l'autre néerlandophone, qui ont pour mission:

1° d'examiner les réclamations relatives au fonctionnement des autorités administratives fédérales;

2° de mener, à la demande de la Chambre des représentants, toute investigation sur le fonctionnement des services administratifs fédéraux qu'elle désigne;

3° en se basant sur les constatations faites à l'occasion de l'exécution des missions visées aux 1° et 2°, de formuler des recommandations et de faire rapport sur le fonctionnement des autorités administratives, conformément aux articles 14, alinéa 3, et 15, alinéa 1^{er}.

Les médiateurs exécutent leurs missions à l'égard des autorités administratives fédérales visées à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'État, à l'exclusion des autorités administratives dotées de leur propre médiateur par une disposition légale particulière.

Lorsque la fonction de médiateur est assumée par une femme, celle-ci est désignée par le terme médatrice.

Les médiateurs agissent en collège.

Le document visé à l'article 2, 4°, de la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration et l'article 19, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, mentionne l'existence et les coordonnées du Collège des médiateurs fédéraux.

Le document mentionne également l'article 13, alinéa 3, de la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux.

BASISTEKST**Wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen****Artikel 1**

Er zijn twee federale ombudsmannen, de ene Nederlandstalig, de andere Franstalig, die als taak hebben:

1° klachten te onderzoeken over de werking van de federale administratieve overheden;

2° op verzoek van de Kamer van volksvertegenwoordigers onderzoek in te stellen naar de werking van de federale administratieve diensten die ze aanwijst;

3° op basis van de bevindingen gedaan bij de uitvoering van de opdrachten bedoeld in 1° en 2°, aanbevelingen te doen en verslag uit te brengen overeenkomstig de artikelen 14, derde lid, en 15, 1e lid.

De ombudsmannen oefenen hun taken uit ten aanzien van de federale administratieve overheden zoals bedoeld in artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, met uitzondering van de administratieve overheden die door een bijzondere wettelijke bepaling met een eigen ombudsman zijn begiftigd.

Indien het ambt van ombudsman door een vrouw wordt bekleed, wordt deze aangeduid als ombudsvrouw.

De ombudsmannen treden op als college.

BASISTEKST AANGEPAST AAN HET VOORSTEL**Wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen****Artikel 1**

Er zijn twee federale ombudsmannen, de ene Nederlandstalig, de andere Franstalig, die als taak hebben:

1° klachten te onderzoeken over de werking van de federale administratieve overheden;

2° op verzoek van de Kamer van volksvertegenwoordigers onderzoek in te stellen naar de werking van de federale administratieve diensten die ze aanwijst;

3° op basis van de bevindingen gedaan bij de uitvoering van de opdrachten bedoeld in 1° en 2°, aanbevelingen te doen en verslag uit te brengen overeenkomstig de artikelen 14, derde lid, en 15, 1e lid.

De ombudsmannen oefenen hun taken uit ten aanzien van de federale administratieve overheden zoals bedoeld in artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, met uitzondering van de administratieve overheden die door een bijzondere wettelijke bepaling met een eigen ombudsman zijn begiftigd.

Indien het ambt van ombudsman door een vrouw wordt bekleed, wordt deze aangeduid als ombudsvrouw.

De ombudsmannen treden op als college.

Het document als bedoeld in artikel 2, 4°, van de wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur en in artikel 19, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, vermeldt het bestaan en de personalia van het College van federale ombudsmannen.

Het document vermeldt tevens artikel 13, derde lid, van de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen.